



Plan de 10 points pour plus d'équité fiscale

La politique fiscale de ces 30 dernières années a été inspirée par une gigantesque redistribution du bas vers le haut. D'une part, les bénéfices des entreprises et bonus explosent, le fossé entre les fortunes et les salaires se creuse de plus en plus, alors que les impôts pour les bénéfices d'entreprises et les super riches diminuent. D'autre part, les cantons bricolent presque chaque année à des coupes budgétaires qui conduisent à des baisses de prestations massives pour la population. Autrement dit : les employé-e-s paient pour le dumping fiscal des riches.

Ceci vaut également au niveau international : la politique de dumping fiscal néocolonialiste de la Suisse anéantit chaque année des revenus fiscaux à hauteur de milliards. Le réseau de réflexion estime cette perte fiscale depuis RIE I à une douzaine de milliards de francs. On sabote ainsi la politique dans les pays en voie de développement tout comme dans les pays voisins : il leur est impossible de construire une économie indépendante, durable et sociale. La redistribution du sud vers le nord est renforcée, au lieu d'être éliminée, pauvreté, chômage et perte de perspective se propagent.

Il est temps pour le PS d'aller à l'offensive dans le domaine de la fiscalité, un an après le rejet massif de RIE III et avant la présentation du nouveau projet. Il doit être mis fin au dumping et à la concurrence fiscale, en Suisse et à l'étranger. Le PS doit s'engager, en collaboration avec les partis cantonaux, pour les revendications suivantes :

1) Imposer le capital plus que les salaires

L'argent ne travaille pas — les gens oui. Pendant que 99 % de la population travaille pour un revenu, les riches deviennent toujours plus riches grâce à leurs intérêts et dividendes. Ces revenus du capital sont le fruit du travail des 99 %, et ont été, ces dernières années, de plus en plus épargnés. Le contraire est ce qui est le plus juste : le capital doit être imposé plus fortement que les salaires.

2) Imposer les gains du capital

Aujourd'hui, les revenus de certains produits financiers sont imposés fiscalement (revenu du capital) alors que d'autres sont exemptés (gain du capital). Cette différenciation est absurde. Tous ceux et toutes celles qui gagnent de l'argent avec de l'argent ou en massent davantage devraient être imposés. Les gains du capital doivent dès lors être imposés de la même façon que le revenu du capital.

3) Allègement fiscal pour les faibles et moyens revenus

Durant ces 30 dernières années, la politique fiscale de la majorité bourgeoise a alourdi les faibles et moyens revenus tout en soulageant les hauts salaires : c'est ainsi que le revenu disponible d'une femme mariée avec deux enfants dans la classe salariale des 10 % les plus bas a diminué de Fr. 110.— par mois, pendant que, pour les 10 % des plus hauts salaires, le revenu disponible a augmenté de Fr. 70.— par mois. Le pour cent supérieur a même été soulagé de Fr. 480.— par mois ! Ce développement doit être inversé. C'est pour cette raison que l'initiative 99 % exige que les revenus supplémentaires issus de l'imposition du capital servent à alléger l'imposition fiscale pour les faibles et moyens revenus.

4) Harmonisation des impôts des entreprises

La concurrence fiscale pour l'impôt des entreprises est particulièrement massive. L'imposition moyenne effective pour les entreprises en Suisse, dans certains cantons, se situe à juste 10 %. Même les cantons qui ont un taux d'imposition plus élevé se situent au niveau international dans la fourchette du tiers inférieur. Cette concurrence fiscale crée une pression entre les cantons et conduit à l'enrichissement des propriétaires de capital sur le dos des contribuables : l'État finance les infrastructures publiques et la formation, les propriétaires d'entreprises encaissent des gains fiscalement avantageux. Afin de stopper cette course vers le bas, le PS doit examiner un projet d'initiative pour l'harmonisation matérielle de l'impôt des entreprises avec un taux minimum fixé, ou avec un seul taux d'imposition unique.

5) Définir la ligne rouge de RIE IV

Le PS ne peut pas donner son accord à une nouvelle version RIE III (camouflée en « projet fiscal 2017 »), qui correspond quasiment à la réforme refusée. Les lignes rouges doivent être les suivantes : les cadeaux fiscaux aux entreprises doivent être corrigés. Ceci vaut en particulier pour la suppression du principe de l'apport en capital, qui a conduit à des millions de pertes fiscales. Le couplage de RIE IV à des revendications politiques sociales nécessaires (p.ex. allocations familiales, congé paternité) ne doit pas mener à de nouveaux cadeaux fiscaux qui, malgré le rejet clairement exprimé lors de la votation du référendum (impôts sur les gains sans intérêts, Patentbox, déduction F&E), sont tout de même introduits.

6) Uniformiser les règles cantonales : supprimer l'imposition forfaitaire, introduire l'imposition sur la fortune progressive

L'imposition forfaitaire est et demeure anticonstitutionnelle, parce qu'elle va à l'encontre du principe de l'imposition selon les capacités financières. Elle représente un privilège fiscal flagrant pour les super riches et agit comme loi commerciale dans le marché immobilier, ce qui augmente les loyers et les profits des loueurs. La suppression de l'imposition forfaitaire conduirait surtout à plus d'impôt sur la fortune. L'impôt sur la fortune doit absolument être progressif, ce qui n'est pas le cas dans tous les cantons. Avec une uniformisation des règles cantonales, on met également fin à la concurrence fiscale des personnes physiques.

7) Introduire un impôt fédéral sur les successions

Un impôt fédéral sur les successions est un moyen indispensable pour lutter contre la concentration de la fortune et assurer une meilleure redistribution. Les fortunes en Suisse sont encore plus injustement distribuées que le revenu. En 2012, le pour cent le plus riche possédait 41 % de toute la fortune imposable nette, et ainsi, davantage que les 99 % réunis. La perception d'un impôt fédéral sur les successions contrerait cela, elle est entre-temps recommandée par un grand nombre d'économistes libéraux renommés (Piketty, Stiglitz, Krugman).

8) Introduire un impôt sur les transactions financières

Un impôt sur les transactions financières (taxe Tobin), une taxe sur les affaires en bourse, combat la spéculation financière totalement insensée de l'économie. Le trading à haute fréquence auprès des bourses n'est pas durable et conduit à l'investissement des ressources financières issues de l'économie réelle en créant de nouvelles bulles spéculatives. L'impôt sur les transactions financières agit contre cela et s'applique simplement et sans formalité excessive. La votation sur l'initiative « stop à la spéculation » a démontré qu'un impôt sur les transactions financières aurait de bonnes chances au sein de la population.

9) Mettre à disposition suffisamment de ressources dans la lutte contre l'évasion fiscale

L'évasion fiscale est toujours considérée en Suisse comme un délit mineur. Peu de ressources sont mises à disposition des services fiscaux au niveau cantonal et national pour la lutte contre l'évasion fiscale. C'est ce qui explique le peu d'enquêtes et de chiffres vérifiables concernant l'évasion fiscale en Suisse.

Les autorités fiscales doivent dès lors être urgemment renforcées et complétées de manière compétente, afin d'assurer l'application des lois fiscales existantes. Ce sont approximativement 21,4 milliards de francs suisses par année qui sont ainsi soustraits à l'impôt.

10) Lutter pour une solidarité fiscale internationale

La Suisse doit devenir une force de premier ordre dans la lutte contre le dumping et la concurrence fiscaux. Le PS doit œuvrer au sein des organisations européennes et internationales dont il est membre, pour que le combat international pour une l'harmonisation fiscale soit traitée de manière prioritaire. Les instruments pour une politique fiscale internationale sont un sujet de longue date : Beneficial Ownership, un cadastre international des fortunes, Country-By-Country-Reporting, échange d'informations automatique, Unitary Taxation, etc. Il est du devoir des partis socialistes de les réaliser concrètement.